

La Belgique exporte massivement son plastique vers les pays du Sud

La Belgique est un des plus grands exportateurs mondiaux de déchets vers les pays en développement. A l'autre bout du monde, la Malaisie, qui en a reçu plus de 21.000 tonnes l'an dernier, subit les conséquences de ce commerce.

RÉMY BOURDILLON
ENVOYÉ SPÉCIAL À JENJAROM (MALAISIE)

A côté des traditionnels bières, chocolats ou diamants, il est une autre exportation belge qui cartonne : les déchets de plastique, particulièrement vers les pays en développement. La Belgique en est le sixième exportateur mondial vers des Etats non membres de l'OCDE, avec presque 82.000 tonnes en 2023, selon les données du Basel Action Network, une ONG qui surveille les mouvements transnationaux de déchets. C'est plus de la moitié de ce que font les Etats-Unis (155.000 tonnes), deuxièmes de ce classement derrière le Japon.

« D'un point de vue logistique, la Belgique est un pays idéal pour exporter », note Steve Wong, le fondateur de Fukutomi Recycling, importante compagnie de recyclage basée à Hong Kong. Le port d'Anvers, notamment, en fait une plateforme qui peut recevoir des rebuts de l'Union européenne puis les envoyer à des milliers de kilomètres de là. Comme en Malaisie, qui a reçu plus de 21.000 tonnes de déchets de plastique venus de Belgique l'an dernier.

Dans ce pays de 34 millions d'habitants, de nombreuses usines de recyclage se sont installées après que la Chine a cessé d'accepter les déchets occidentaux en 2018. Avec de nombreuses conséquences sur l'environnement et les humains : « Bien des gens pensent que le recyclage est vertueux, mais ils ignorent qu'il cause lui-même de la pollution », explique l'ingénieure chimiste Pua Lay-Peng. « Il faut laver le plastique, ce qui pollue l'eau, puis il faut faire fondre la résine, et dans bien des cas cela produit des fumées toxiques. »

Cette activiste peut montrer bien des endroits problématiques autour de sa



La militante Pua Lay-Peng, à côté d'un dépôt sauvage de déchets de plastique dont certains viennent d'Europe. © R.B.

Traité plastique : peu de progrès enregistrés à mi-parcours

Les négociations internationales qui ont débuté ce lundi à Busan en Corée du Sud en vue de la conclusion d'un traité de lutte contre la pollution plastique patinent. Alors qu'on est à mi-parcours – dimanche est en théorie le dernier jour des négociations –, peu de progrès notables ont été accomplis. « Si on continue à avancer à ce rythme-là, nous n'arriverons pas à atteindre notre objectif pour dimanche », a reconnu Inger Andersen, la directrice exécutive du Programme des Nations unies pour l'environnement, appelant tous les États à « accélérer le tempo ». Lors de la séance plénière de mercredi soir, la tension était palpable tout comme la frustration et l'impatience des pays les plus ambitieux. Trois grands pays producteurs de pétrole – Iran, Russie et Arabie saoudite – sont tenus responsables des blocages. Ils s'opposent à toutes mesures qui viseraient à limiter la production de plastique alors que le mandat de négociation prévoit que le traité aborde l'ensemble du cycle de vie du plastique. J.-F. M.

ville de Jenjarom, à une heure de Kuala Lumpur. Ici, ce sont les eaux usées grisâtres d'une usine de recyclage dont émane une forte odeur de produits chimiques. Là, c'est un parfum de plastique fondu qui s'échappe d'une autre installation et s'ajoute aux rejets des autres usines de recyclage cernant la ville, parfois situées très près d'habitations.

« Colonialisme des déchets »

Les associations écologistes dénoncent depuis longtemps ce qu'il est convenu d'appeler le « colonialisme des déchets », puisqu'il s'agit d'une forme d'accaparement du territoire des pays en développement. Comme le résume Mageswari Sangaralingam, secrétaire honoraire des Amis de la terre Malaisie, « plutôt que de trouver de meilleures solutions pour régler ce problème, les pays développés placent le fardeau de leurs déchets sur l'environnement et les communautés du Sud global ».

D'autant plus que ce n'est pas la crème du plastique dont ils se débarrassent ainsi : « Les plastiques facilement recyclables sont gérés localement (dans les pays exportateurs), et les déchets de plastique exportés sont de moindre qualité, finissant souvent par ne pas être rentables du fait des coûts de traitement et des frais de port », note Steve Wong.

La Malaisie régleme aujourd'hui le commerce de déchets de plastique en

exigeant un permis d'importation, en vertu duquel les recycleurs ne peuvent faire venir que du plastique bien trié (par exemple, un plein chargement de bouteilles en PET). Mais parallèlement à ce système, tout un réseau d'usines illégales s'est développé depuis plusieurs années dans le pays asiatique. Ne payant aucun permis et ne se soumettant à aucune loi (notamment sur le respect de l'environnement ou des conditions de travail), celles-ci ont des coûts d'opération bien moins élevés.

Leur fonctionnement a été documenté par plusieurs rapports dans les dernières années. Parfois, ces usines agissent de concert avec les usines légales, qui leur refilent leur plastique de moins bonne qualité. Elles peuvent aussi être alimentées par des réseaux clandestins, qui exportent des conteneurs de déchets mélangés en mentant au moment de remplir la déclaration de douane, ou cachent ces déchets dans d'autres cargaisons, quand les trafiquants ne corrompent pas tout simplement les officiers locaux.

Les travailleurs de ces usines fouillent pour recycler ce qui a un peu de valeur, tandis que le restant est brûlé à l'air libre, ce qui est très polluant. En 2018, alertés par le fait qu'un nombre grandissant de leurs voisins disaient souffrir d'asthme et d'autres maladies respiratoires, Pua Lay-Peng et d'autres militants ont enquêté et obtenu la fermeture par les autorités de plus de

40 usines illégales dans un rayon de quelques kilomètres autour de Jenjarom.

« Ce qu'on voit davantage maintenant, ce sont des usines qui ont des permis seulement pour recycler du plastique local, mais qui ont recours à du plastique importé », ajoute la militante. Un phénomène que le stratège pour les campagnes de Greenpeace en Asie du Sud-Est, Heng Kiah-Chun a également constaté : « Les poubelles sont mal triées en Malaisie, et le plastique souvent contaminé avec des restants de nourriture. Les recycleurs préfèrent importer du plastique européen déjà trié. » Ce qui mène à une situation paradoxale : la Malaisie, l'un des plus gros importateurs de déchets de plastique au monde, n'arrive pas à recycler les emballages de ses propres citoyens, dont beaucoup finissent dans la nature puis dans les océans.

L'Union européenne a récemment pris une décision importante qui devrait soulager les militants malaisiens : elle cessera ses exportations de déchets vers les pays non membres de l'OCDE à la mi-2026. Cela ne devrait toutefois pas arrêter les flux sortants de Belgique, puisque d'autres pays sont prêts à les accueillir. C'est par exemple le cas de la Turquie, qui est membre de l'OCDE et est déjà le premier destinataire des poubelles de tri belges, avec 39.000 tonnes de plastique reçus en 2023.

JUSTICE

Un vaste réseau de prostitution démantelé en Belgique

La police judiciaire fédérale de Bruxelles a interpellé sept suspects qui feraient partie d'un réseau de prostitution. Le gang aurait recruté des femmes en Colombie et au Brésil ces dernières années afin qu'elles deviennent travailleuses du sexe en Belgique. Les victimes proposaient leurs services via des sites internet et travaillaient généralement dans des maisons louées ou chez des particuliers. Percevant des revenus inférieurs à ceux qui leur avaient été promis, elles étaient contraintes de rembourser des dettes élevées et étaient déplacées régulièrement – ce qui les rendait très dépendantes du réseau de prostitution. Deux suspects de nationalité brésilienne ont été interpellés par la police. Cinq autres ont été interpellés mercredi lors de onze perquisitions menées à Bruxelles, Liège, Flémalle, Hal, Braine-l'Alleud, Ostende, Alost, Grammont et Gand. BELGA

LIÈGE

PolitiK annule un débat avec Elie Barnavi

PolitiK, les rencontres internationales du film politique qui se tiennent à Liège depuis lundi et jusqu'au 3 décembre, ont décidé d'annuler l'un de leurs trois débats prévus au programme après avoir reçu des menaces, a regretté mercredi l'organisation. Le débat « Géopolitique de la démocratie » devait initialement se tenir jeudi à la Cité Miroir. C'est vraisemblablement la venue de l'historien, essayiste et ancien ambassadeur d'Israël en France, Elie Barnavi, qui est à l'origine des menaces reçues par l'organisation. L'homme est très critiqué pour ses positions concernant l'attaque du Hamas en Israël du 7 octobre 2023 et les violentes représailles israéliennes qui ont suivi et se poursuivent depuis plus d'un an. Il avait notamment déclaré au micro de Franceinfo le 15 octobre 2023 : « La chose la plus simple c'est de soumettre Gaza à un tapis de bombes sans se poser de question ». BELGA

ÉTATS-UNIS

Trump nomme un fidèle comme émissaire pour l'Ukraine et la Russie



Donald Trump a annoncé mercredi nommer le général Keith Kellogg comme émissaire pour mettre fin à la guerre entre l'Ukraine et la Russie. « Il est avec moi depuis le début ! Ensemble, nous obtiendrons la paix par la force et nous rendrons l'Amérique et le monde sûrs à nouveau ! », a écrit le président élu dans une publication sur son réseau Truth Social.

L'ex-général de 80 ans a évoqué la question dans une note publiée en avril. « Toute future aide militaire américaine exigera de l'Ukraine qu'elle participe à des pourparlers de paix avec la Russie », a-t-il préconisé. Il a également appelé à « reporter l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan pour une période prolongée » afin de « convaincre Poutine de participer aux pourparlers de paix ». AFP

ÉLECTIONS COMMUNALES

Julie Taton réagit à sa désignation au CPAS de Mons

Après l'annonce de sa désignation en tant que conseillère au CPAS de Mons ce mardi, Julie Taton a réagi auprès de nos confrères de Sudinfo. « Je suis très heureuse de ce nouveau challenge. Cela me permet de m'investir encore plus à Mons, d'être sur le terrain et d'échanger avec les citoyens et mes collègues sur les problématiques locales qui me serviront aussi dans mon rôle au fédéral. On pourra échanger et trouver des solutions concernant des thématiques importantes telles que l'accompagnement à la remise à l'emploi, veiller à ce que le CPAS de Mons remplisse bien ses missions sociales essentielles, le suivi des dépenses, etc. », a-t-elle déclaré. La députée fédérale MR n'avait pas pu figurer sur les listes électorales lors des élections communales le 13 octobre dernier pour défaut de domiciliation. La cour d'appel de Mons avait alors rejeté le recours introduit par l'ex-miss Belgique et animatrice radio-tv. BELGA